

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/W/18

26 janvier 1996

(96-0284)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATIONS PRESENTEES AU TITRE DE L'ACCORD RELATIF AUX OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE DU TOKYO ROUND

Note du Secrétariat

A sa réunion du 20 octobre 1995, le Comité OTC de l'OMC est convenu que le premier examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord OTC de l'OMC aurait lieu au cours de la première réunion qui se tiendrait en 1996 en utilisant le modèle proposé dans le document G/TBT/W/12 (G/TBT/M/3).

L'examen annuel comprendra, entre autres, deux tableaux, l'un indiquant le nombre de notifications présentées par les Membres depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, par article pertinent, et l'autre le nombre de notifications présentées par les Membres, classées en fonction de l'objectif et de la raison d'être indiqués dans les notifications.

Le Secrétariat a examiné les notifications présentées au titre de l'Accord OTC du Tokyo Round pour la période 1980-1994. La présente note contient les constatations du Secrétariat concernant: i) les notifications présentées par les signataires, par article pertinent de l'Accord OTC du Tokyo Round; et ii) les notifications des signataires, classées en fonction de l'objectif et de la raison d'être indiqués dans les notifications.

S'agissant des notifications par article pertinent, le tableau I indique que 84,5 pour cent des notifications ont été présentées au titre de l'article 2.5.2 de l'Accord OTC du Tokyo Round; cet article correspond à l'article 2.9.2 de l'Accord OTC de l'OMC.

En ce qui concerne les notifications des Membres au cours de la période considérée classées en fonction de l'objectif et de la raison d'être indiqués dans les notifications, elles ont été regroupées en utilisant dix catégories, dont cinq sont mentionnées à l'article 2 des Accords OTC du Tokyo Round et de l'OMC: "... par exemple: impératifs de la sécurité nationale, prévention de pratiques de nature à induire en erreur, protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux, préservation des végétaux, protection de l'environnement ...". Les cinq autres catégories sont les suivantes: prescriptions en matière de qualité, harmonisation, adaptation aux nouvelles lois internes, abaissement ou élimination des obstacles au commerce, économies sur le plan des coûts et accroissement de la productivité. Lorsqu'une notification n'indiquait pas d'objectif clairement défini, elle a été incluse dans la catégorie qui semblait la plus appropriée. Certaines notifications mentionnant plusieurs objectifs et raisons d'être ont été classées dans plus d'une catégorie.

Les cinq catégories d'objectif et de raison d'être qui ne sont pas mentionnées à l'article 2 de l'Accord sont brièvement décrites ci-après:

- On entend par "prescriptions en matière de qualité" les exigences minimales en matière de qualité et de propriétés d'emploi auxquelles les produits doivent satisfaire, surtout dans le cas des nouveaux produits, compte étant tenu des progrès technologiques les plus récents (par exemple, dans le domaine des télécommunications). Les règlements

techniques en la matière prévoient habituellement des contrôles de la qualité et de la normalisation, par exemple des procédures de certification et d'inspection.

- On entend par "harmonisation" la mise en conformité de lois, règlements et normes avec les normes internationales et régionales correspondantes.
- On entend par "adaptation aux nouvelles lois internes" l'adaptation de règlements techniques existants aux nouvelles décisions et aux révisions et modifications de règlements.
- On entend par "abaissement ou élimination des obstacles au commerce" l'abaissement ou l'élimination prévu dans des règlements notifiés dont l'objet est de faciliter les échanges commerciaux et de permettre une amélioration de l'accès au marché; par exemple, l'abaissement ou l'annulation d'une norme, l'exemption de certaines prescriptions, la levée de certaines interdictions, l'élargissement de la gamme de marchandises dont la vente est autorisée, et la simplification et la rationalisation des procédures administratives.
- On entend par "économies sur le plan des coûts et accroissement de la productivité" les objectifs visant à réduire les coûts et à augmenter la productivité.

Au cours de la période 1980-1994, l'objectif et la raison d'être les plus fréquemment cités étaient "la protection de la santé ou de la sécurité des personnes" (plus de 47 pour cent des notifications), ce qui s'entend de la protection du grand public, des consommateurs ou des travailleurs et de leurs biens. Vient ensuite la catégorie "prescriptions en matière de qualité" suivie de la "prévention de pratiques de nature à induire en erreur", de "l'harmonisation" et de la "protection de l'environnement". En ce qui concerne la "prévention de pratiques de nature à induire en erreur", il s'agit dans une très large mesure de protéger le consommateur en assurant son information, principalement en imposant des prescriptions en matière d'étiquetage. Parmi les autres prescriptions figurent celles relatives à la classification et à la définition, les prescriptions en matière d'emballage et les mesures (grandeur, poids, etc.), qui visent à assurer de bons résultats en ce qui concerne la transparence du commerce et du marché.

1. NOTIFICATIONS PRESENTEES, PAR ARTICLE PERTINENT

Le tableau ci-après indique le pourcentage de notifications présentées chaque année au titre des différents articles de l' Accord OTC du Tokyo Round, ainsi que le total pour la période 1980-1994.

Année	Pourcentage de notifications présentées chaque année, par article pertinent					
	2.5.2	2.6.1	7.3.2	7.4.1	Autres	Non indiqué
1980	72,2	11,9	9,9	5,0	0,9	0
1981	77,0	8,0	4,7	0,3	9,6	0,3
1982	73,0	6,4	17,6	2,0	0	1,0
1983	63,9	7,1	28,2	0,4	0,4	0
1984	73,5	11,2	12,6	0,9	0,4	1,3
1985	75,1	10,7	9,6	4,6	0	0
1986	71,8	19,0	7,4	0	0	1,9
1987	82,4	8,0	9,0	0,5	0	0
1988	87,2	5,7	4,6	0,4	0,4	1,8
1989	93,6	2,7	3,4	0	0	0,3
1990	89,3	5,5	2,7	0	0	2,5
1991	89,7	5,0	2,8	0,3	0,8	1,4
1992	93,2	3,0	2,3	0,3	0	1,3
1993	89,8	4,2	2,6	1,0	0	2,4
1994	89,8	6,3	2,0	0,2	0,2	1,6
TOTAL	84,5	6,8	6,6	0,7	0,8	1,2

2. NOTIFICATIONS PRESENTEES, CLASSEES EN FONCTION DE L'OBJECTIF ET DE LA RAISON D'ETRE

Objectif et raison d'être	Pourcentage de notifications présentées															
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1980-1994
1. Impératifs de la sécurité nationale	0	0	0,5	0	0	0	0,2	0	0,3	0,6	0	0,1	0	0	0	0,1%
2. Prévention de pratiques de nature à induire en erreur	8,4	8,5	0,1	8,4	7,3	6,6	8,6	10,2	8,5	13,2	8,8	12,0	8,8	12,4	6,7	9,4%
3. Protection de la santé ou de la sécurité des personnes	66,2	54,5	55,7	50,1	45,3	51,5	53,9	55,8	47,6	45,8	47	41,6	35,4	43,1	47,0	47,4%
4. Protection de la vie ou de la santé des animaux ou préservation des végétaux	4,6	2,1	1,0	2,3	1,9	2,0	1,2	1,7	2,9	1,2	0,6	2,4	1,0	3,4	5,2	2,3%
5. Protection de l'environnement	7,1	7,6	4,5	3,5	9,0	4,6	5,3	7,5	9,6	7,2	10,6	9,4	8,7	12,8	8,5	8,3%
6. Prescriptions en matière de qualité	9,1	8,5	17,8	16,3	23,5	21,6	14,2	12,6	15,9	11,1	16,4	11,9	22,0	15,4	15,4	15,6%
7. Harmonisation	1,0	7,6	5,2	3,3	7,8	2,5	8,4	3,2	8,1	15,2	9,4	10,2	19,4	6,7	11,6	9,1%
8. Adaptation pour tenir compte de nouvelles lois internes	1,5	1,0	0,2	7,5	2,0	2,3	1,9	2	1,5	2,6	3,5	7,0	1,9	1,2	1,0	2,5%
9. Abaissement ou élimination des obstacles au commerce	1,0	8,6	4,0	8,2	1,6	5,3	4,2	6,6	4,9	1,8	2,4	4,1	2,3	3,6	4,0	4,1%
10. Economies sur le plan des coûts et accroissement de la productivité	0	0,7	0	0,4	0	0	0	0	0,2	0,6	0,3	0,3	0,6	0,7	0,2	0,3%
Autres	1,0	1,0	1,0	0	1,6	3,6	2,3	0,5	0,4	0,6	1,1	1,1	0	0,6	0,4	0,9%
TOTAL	100%															